

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 192 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2999 - Prix : 1€



Prime d'activité : un encouragement aux bas salaires

Page 3

Premier serviteur de l'État, mais surtout du patronat

Page 5

Mayotte : une eau pas très transparente

Page 11

Budget, menaces guerrières : il faut en finir avec le capitalisme !

Vu les tensions, les guerres et les massacres qui se multiplient partout sur la planète, le cirque budgétaire était passé au second plan. Mais celui-ci touche à sa fin. Les marchandages sont terminés, et le patron du Parti socialiste se dit prêt à ne pas censurer le gouvernement au prétexte « d'avancées sociales ».

Comment parler d'avancées sociales quand tous les budgets sont rabotés ! Les hôpitaux sont mis au régime sec, et les malades qui ne peuvent pas payer pour aller dans le privé attendront pour se faire soigner. C'est la même cure d'austérité pour l'Éducation nationale, le logement social, l'emploi...

Mais voilà, en échange de son soutien à Lecornu, le PS a obtenu quelques mesures qui masqueront ces nouvelles coupes : la prime d'activité sera augmentée ; les étudiants auront droit à un repas à 1 euro dans les restaurants universitaires ; les APL suivront l'inflation ; 400 millions supplémentaires iront au logement social, MaPrimeRénov' sera relancée et l'impôt sur le revenu n'augmentera pas.

Cette liste de mesures prouve surtout une chose : faire vivre décemment sa famille devient de plus en plus difficile pour des millions de femmes et d'hommes parce que les prix ont flambé et que les salaires restent très insuffisants.

Comment joindre les deux bouts quand on est payé autour du smic, 1400, 1500 euros net par mois, comme près de trois millions de salariés ? Dans le privé, la moitié des salariés gagnent moins de 2100 euros par mois. Une somme vite envolée une fois payés le loyer, les crédits, l'électricité, l'eau, les assurances, le téléphone, Internet, la mutuelle et les frais d'une voiture.

La CGT a recensé 483 plans de suppressions d'emplois sur les 18 derniers mois et plus de 100 000 emplois sont menacés ou supprimés. Des salariés, des employés, des cadres qui ont travaillé 20, 30 ans dans une entreprise se retrouvent licenciés du jour au lendemain. Et contrairement aux actionnaires ou aux propriétaires qui se sont engraisés de leur travail, eux ne touchent pas de rentes à vie !

Au même titre que les agriculteurs, les ouvriers, les auxiliaires de vie, les manutentionnaires, les agents de sécurité peuvent, eux aussi, parler de leurs conditions de travail, de leurs levers au cœur de la nuit, des heures passées sur les routes ou entassés dans les transports en commun. Ils peuvent parler des cadences et de leur santé qu'ils ont laissée sur les chaînes de production, sur les chantiers ou dans les entrepôts, des sacrifices de leur vie sociale et familiale qu'ils font en travaillant de nuit, le samedi ou le week-end.

Et ce n'est pas ce saupoudrage de mesures qui changera quoi que soit à ces conditions de vie de plus en plus dures. Il ne permettra même pas aux travailleurs de sortir la tête de l'eau.

Alors, parler de victoires ou d'avancées sociales est révoltant. Et c'est surtout dérisoire quand toute la société évolue vers la guerre.

Les capitalistes ne se contentent pas de s'enrichir de façon spectaculaire et d'exploiter les travailleurs. Ils se battent, ouvertement désormais, pour savoir qui mettra la main sur les richesses du Groenland ; qui aura accès aux terres fertiles d'Ukraine ; qui contrôlera le coltan des mines du Kivu en RDC ; qui exploitera le pétrole du Venezuela... Ces rivalités ne peuvent que mal finir si on leur laisse les mains libres.

Le monde entier marche vers un conflit généralisé. Et là encore, comme dans toutes les guerres capitalistes, ce sont les classes populaires qui fourniront la chair à canon.

Ces reculs et ces menaces ne tombent pas du ciel. Ils sont les conséquences du système capitaliste. Tous les jours, la brutalité et la rapacité décomplexée de Trump nous en rappellent la règle de base : rien ne doit faire obstacle à l'accumulation des milliards entre les mains de la bourgeoisie et des financiers, ni le respect des hommes et de la planète, ni celui de quelconques valeurs morales. Et si des capitalistes ont besoin de faire la guerre pour prendre le dessus dans la concurrence, débloquer des marchés, accéder à telle ou telle matière première, guerre il y aura !

Mais une autre règle régit le capitalisme : c'est que les travailleurs produisent tout. Sans eux, il n'y a pas de création de richesses, pas de création de profits et de capital. Il dépend donc d'eux, de leur conscience et de leur combativité, que la société suive une autre voie.

C'est pourquoi les travailleurs ne doivent ni se résigner ni se taire. Ceux qui refusent l'avenir de sang et de larmes que nos dirigeants nous réservent doivent se rassembler. Les capitalistes sont forts parce qu'ils sont organisés. Les travailleurs doivent en faire autant et construire un parti qui défende vraiment leurs intérêts, un vrai parti communiste et révolutionnaire.

Nathalie ARTHAUD

Prime d'activité : un encouragement aux bas salaires

Dans la nouvelle mouture du budget présentée le 16 janvier, le Premier ministre Lecornu a annoncé une hausse moyenne de la prime d'activité de 50 euros pour plus de 3 millions de ménages qui gagnent entre 1 fois et 1,4 fois le smic.

« *Il faut que le travail paye plus* », a déclaré Lecornu pour justifier cette mesure. Pourtant, l'existence de la prime d'activité, instaurée en 2016, prouve au contraire que des millions de femmes et d'hommes travaillent pour des salaires qui ne permettent pas de vivre. Et, en compensant la faiblesse de leurs salaires, l'État encourage le patronat à continuer à les sous-payer !

Comme à chaque fois que l'État

prévoit le versement d'une aide, aussi limitée soit-elle, à des travailleurs, elle s'accompagne de calculs pointilleux et mesquins. Pour connaître le montant de la prime auquel il peut espérer avoir droit, un salarié doit donner de très nombreuses informations : salaires, APL, revenus du conjoint, nombre d'enfants... Car tout cela intervient dans le calcul extrêmement complexe de la prime d'activité, puisqu'il faut déduire de son « montant forfaitaire » d'un peu plus de 600 euros les ressources du foyer. Ainsi en utilisant le simulateur de la CAF, on arrive, tous calculs faits, comme « valeur indicative » pour un salaire de 1 500 euros, à une prime de 214 euros. La prime descend à 138 euros en déclarant 300 euros d'APL.

Enfin, il faut rappeler que les immigrés ayant moins de cinq ans de présence en France, attestée par une carte de séjour, n'ont pas droit à cette prime. Cette crapulerie a été introduite sous la présidence socialiste de Hollande lorsque la prime d'activité a été créée en fusionnant deux allocations qui, elles, étaient destinées à tous.

Pour que le travail de tous les salariés paye vraiment plus, il n'y a qu'un seul moyen : imposer des augmentations de salaires, payées en prenant sur les profits patronaux ! Et, pour cela, la seule activité qui compte, c'est la mobilisation des travailleurs, unis contre les capitalistes et les Lecornu à leur service.

Le gouvernement en guerre... contre les plus pauvres !

En ce début d'année, l'État a décidé de bloquer toute nouvelle prescription de contrats aidés Parcours Emplois Compétences (PEC) ainsi que le renouvellement des anciens.

Des milliers de travailleurs bénéficiaires de ces emplois ou faisant partie des nouveaux postulants se retrouvent de ce fait sans emploi et sans revenu.

En janvier 2025 déjà le gouvernement avait annoncé une baisse de la prise en charge de ces contrats de 60 à 53 %, puis à 43,5 % en mars. Parallèlement, la durée de ces contrats était réduite de 11 à 6 mois. Quant au nombre total des PEC attribué à La Réunion, il devait passer de 12 000 à 7000.

Ces décisions iniques frappant de plein fouet la partie de la population « la plus éloignée de l'emploi » selon les termes officiels consacrés aux bénéficiaires des PEC a eu pour effet mobilisations et manifestations de plusieurs centaines de ces travailleurs

soutenus par un certain nombre d'élus.

Face à cette colère et à l'indignation des manifestants, le gouvernement décidait de battre en retraite et de ramener sa participation financière à 50 %, mais pour 10 mois maximum, et de rehausser la dotation de PEC à hauteur de 10 000.

Eh bien l'actuel gouvernement Lecornu qui se présente comme un gouvernement ouvert au dialogue

(avec les politiciens de droite et de gauche qui le veulent bien et acceptent de jouer son jeu !) prétexte l'absence de vote du budget pour cette année pour priver des milliers de travailleurs de leur gagne pain !

Qui pourra bien croire à une telle fable à l'heure où Macron, sans vote au parlement, vient de décider d'une rallonge de 36 milliards d'euros pour les dépenses militaires ?



**PROCHAINES RENCONTRES AVEC
LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE**

PLACE PAUL VERGÈS SAINT-DENIS :

SAMEDI 31 JANVIER de 9H30 à 12H00

MARCHÉ ST-BENOÎT :

SAMEDI 14 FÉVRIER de 8H30 à 10H30

SAMEDI 28 FÉVRIER de 8H30 à 10H30

Surendettement : l'explosion

Selon la Banque de France, le nombre de dossiers de surendettement, qui a atteint 148 000, a augmenté de 10 % pour la deuxième année consécutive. Cela illustre la plongée dans la pauvreté d'une partie croissante du monde du travail.

Ces dossiers sont déposés par des personnes dans l'incapacité de faire face à leur dette et jugées par un tribunal. Celui-ci peut autoriser un rééchelonnement ou, dans certains cas, l'annulation de la dette.

Selon un bénévole d'une association d'aide aux surendettés, « jusqu'à présent, on traitait surtout le surendettement par rapport aux crédits qu'on ne pouvait pas rembourser, mais ce qu'on remarque de plus en plus aujourd'hui est une difficulté à affronter les charges journalières, loyer, chauffage, gaz, électricité... » Une perte d'emploi, le départ à la retraite, ou un simple arrêt maladie se traduisent par une baisse du pouvoir d'achat et plongent bien souvent des travailleurs dans la spirale de l'endettement.



Un ancien cheminot, à la suite d'un arrêt maladie, a par exemple vu son salaire tomber à 1 300 euros net alors que sa femme et lui doivent rembourser 3 600 euros par mois. Ayant déposé un dossier, il explique ainsi cette situation : « La chute de salaire, on commence à prendre des crédits, c'est un cercle vicieux. On se dit, non, on ne va pas y arriver, donc on reprend un crédit, mais en fait, ça nous augmente notre taux d'endettement. » Et bon nombre de vautours financiers se nourrissent des taux usuraires qu'ils peuvent imposer aux

personnes surendettées.

Le gouverneur de la Banque de France s'est dit « attentif à l'augmentation inattendue du nombre de dossiers », mais surtout parce qu'il doit « mobiliser des effectifs supplémentaires pour y faire face ».

Pour qu'une telle descente aux enfers soit impossible, le minimum serait que chaque travailleur puisse vivre dignement de son salaire ou de sa retraite.

Logement : encore une loi contre les plus pauvres

Depuis le 13 janvier, le Sénat examine une proposition de loi sur le logement proposée par l'élue Les Républicains des Alpes-Maritimes Élisabeth Estrosi-Sassone, ex-adjointe au logement à la municipalité de Nice, un texte qui s'en prend aux plus pauvres.

Son projet propose d'assouplir l'obligation faite aux villes d'accueillir au moins 25 % de logements sociaux, notamment en intégrant dans cette catégorie des logements seulement accessibles financièrement à des cadres supérieurs, et d'ôter aux préfets les moyens d'agir à la place des maires récalcitrants. Or, précisément, Nice compte le nombre de logements sociaux le plus bas parmi les villes de plus de 100 000 habitants. Selon un rapport de 2023, sa munici-

palité, dirigée par un certain Christian Estrosi, se fait fort de n'avoir financé que 1 488 logements dits sociaux en trois ans, dont seulement 13 % avec des loyers dans la catégorie la plus basse, loin des 11 034 prévus pour rattraper très progressivement le retard.

Dans la proposition de la sénatrice, il est aussi question de donner aux maires davantage de poids dans l'attribution des logements sociaux, un pouvoir que certains d'entre eux utilisent déjà pour écarter les plus pauvres, même celles et ceux reconnus prioritaires par la loi Dalo (droit au logement opposable). Enfin des centaines de milliers de personnes pourraient être expulsées directement sur ordre du préfet, sans aucun jugement, dès lors qu'elles seraient en difficulté de paiement pour leur loge-

ment et n'auraient pas un bail de location classique, étant en sous-location ou résidant en hôtel ou en foyer.

Pour faire bonne mesure, la proposition de loi est dotée d'un volet prévoyant une augmentation des constructions de logements, y compris sociaux, et la suppression progressive de la ponction de l'État sur les finances des HLM.

Or, quelles que soient les péripéties que réserve encore le débat budgétaire à l'Assemblée, il n'est pas question de mettre suffisamment d'argent pour résorber réellement la pénurie de logements. Les mesures frappant les plus pauvres, elles, ne coûtent rien.

Premier serviteur de l'État, mais surtout du patronat

Interviewé par le Quotidien le 15 janvier, le préfet Latron fait le bilan d'un an de sa présence à La Réunion. Comme ses prédécesseurs, il y va de la brosse à reluire sur l'« île intense » et la gentillesse des Réunionnais.

Le premier représentant de l'État dans l'île se rassure en déclarant que « La Réunion est un département français pleinement intégré à la république avec les mêmes lois, les mêmes droits » faisant délibérément abstraction du taux de chômage multiplié par trois par rapport à l'hexa-

gone et des 50 000 familles toujours en quête de logements.

Et même s'il s'aventure à dénoncer le scandale de la vie chère en déclarant par exemple qu'« Il est anormal de payer plus cher à La Réunion des services qui ne nécessitent aucun transport », il n'apporte aucune solution pratique au problème et se contente de faire appel à la « *bonne volonté des fournisseurs de service* » pour faire baisser leurs prix.

Autant demander du lait à un bouc !

Il avoue d'ailleurs ensuite son

impuissance face aux groupes capitalistes en déclarant que « *l'État ne fait pas l'économie* ». Non il se contente d'accompagner et d'arroser d'argent public les vrais maîtres de l'économie, les patrons ! Et son impuissance aussi face aux tensions internationales impactant l'économie. En tant que garant du système en place, on ne s'étonne pas qu'il ne remette pas en cause son existence.

Les préfets passent, mais les patrons font la pluie et le beau temps jusqu'au jour où les travailleurs en auront assez et leur retireront les manettes de la société !

Dividendes : au bonheur des actionnaires

Avec 1,5 % de croissance en 2025 et 1 % annoncé en 2026 dans la zone euro, le chef économiste d'AXA décrit la situation économique comme médiocre.

Cela n'a cependant aucune incidence sur les dividendes versés aux actionnaires dans l'Union européenne, qui restent à des niveaux record.

Alors que les profits pour 2025 sont annoncés comme étant de même niveau qu'en 2024, voire en légère baisse pour les grands groupes, les dividendes vont augmenter de 17 milliards pour atteindre le record de 454 milliards d'euros.

Les résultats du CAC 40, les quarante plus grands groupes industriels et financiers français cotés à la bourse de Paris, sont éloquentes : malgré des bénéfices globaux en recul de 12 %, les actionnaires vont se partager un record de 107,5 milliards d'euros.

En fait, les dividendes versés grâce à l'activité proprement dite seraient relativement stables, autour de 73 milliards d'euros, mais les opérations de rachat d'actions ont gonflé le pactole.

En effet, les actions rachetées sont ensuite détruites, ce qui réduit leur nombre en circulation et fait ainsi

monter la valeur de celles qui restent en possession des actionnaires.

On parle au total de 34,8 milliards d'euros disparus par ce mécanisme en 2025, un niveau record. TotalEnergies et AXA ont été les champions du rachat d'actions. Le procédé est éclairant sur le caractère parasitaire de cette minorité de profiteurs.

Toute cette richesse accaparée et gaspillée vient bien sûr de l'exploitation des travailleurs et de son intensification, obtenue en supprimant des centaines de milliers d'emplois quand ce n'est pas en ravageant des contrées entières.

La pyramide des exploités

L'ONG Oxfam a recensé 53 milliardaires en France et note quelles inégalités gigantesques sont à l'origine de leur fortune.

En moyenne, chacun de ces milliardaires gagne le revenu annuel moyen en France, 42 438 euros, en 24 minutes seulement Et cela en faisant bien moins d'efforts que ceux qui travaillent pour vivre.

La politique de l'État a grandement aidé à doubler la fortune des 32 milliardaires de 2017, lorsque Macron est entré à l'Élysée. C'est donc pour que cette poignée d'ultra-

riches puissent rajouter 220 milliards d'euros à leur patrimoine en moins de dix ans que tant d'économies ont été imposées aux hôpitaux, à l'éducation, etc.

Leur fortune grandissante ne vient toutefois pas que des cadeaux de l'État, mais surtout de leur mainmise sur les plus grandes entreprises capitalistes du pays. Parmi eux, on retrouve les propriétaires de LVMH, L'Oréal, Chanel, Lactalis, Kering, Dassault, Free, CMA CGM, Vivendi, BioMérieux, SFR, Sodexo, Auchan, Bouygues...

Ce ne sont pas des artistes ou des footballeurs. Ils ne sont pas milliardaires grâce à leur talent. Ils dominent l'économie car leur capital leur donne le droit de drainer les richesses de la société vers leurs poches, et de les accumuler grâce à l'exploitation de l'ensemble des travailleurs. La seule vraie mesure de justice sociale, pouvant enrayer le pourrissement de la société, serait de les exproprier et de faire fonctionner leurs entreprises au bénéfice de l'ensemble de la collectivité.

Projet de fusion entre Leader Price Réunion et Run Market : sur le dos des salariés et des consommateurs

Les capitalistes réunionnais Caillé, Adrien Bellier et les capitalistes mauriciens du groupe IBL viennent d'annoncer leur projet de fusionner les magasins Run Market et Leader Price pour ne former qu'un seul groupe aux fins de rivaliser avec leurs concurrents de la chaîne Carrefour appartenant au capitaliste antillais Bernard Hayot et Leclerc.

Pour rappel les propriétaires de Run Market et Leader Price ont reçu tour à tour des aides et autres effacements de dettes sociales et fiscales de la part de l'État et de la Région Réunion se montant à plusieurs dizaines de millions d'euros pour les aider à survivre face à la concurrence !

Ils ont empoché l'argent public, mais cela ne les a pas empêché de licencier des dizaines de travailleurs et d'imposer des baisses de salaires à ceux qu'ils ont gardés.

Maintenant qu'ils se sont refait une santé sur le dos de leurs salariés et des consommateurs avec l'aide de l'État, ces capitalistes veulent passer à la vitesse supérieure, c'est à dire



gagner encore en rentabilité.

Leur projet est donc de fusionner, de recourir à une mise en commun de leurs sources d'approvisionnement. Mais qui dit fusion dit doublons et donc à terme à nouveau des licenciements.

Voilà la nouvelle menace qui pèse sur la tête des centaines de salariés de Run Market et Leader Price cette année !

Quant aux consommateurs à qui Caillé, Bédier et IBL font miroiter des baisses de prix, ils n'ont aucune illusion à se faire. En effet, quand des capitalistes se retrouvent en situation de monopole, ils se retrouvent alors tout simplement en position d'imposer leurs prix à leurs petits fournisseurs et aux consommateurs !

Macron aux armées : pour quelques milliards de plus

Le 15 janvier, à l'occasion des traditionnels vœux aux armées, Macron s'est rendu à la base aérienne d'Istres, pour se livrer à cet exercice qu'il affectionne visiblement : parler devant les militaires.

Sur son ton habituel d'autosatisfaction, Macron s'est vanté d'être le président de la République qui aura doublé le budget militaire entre 2017 et la fin de son deuxième mandat.

Bien sûr, le parterre de galonnés ne pouvait qu'afficher sa satisfaction puisqu'il leur a garanti les 6,5 milliards d'euros supplémentaires promis pour 2026, dont quelque 3 milliards ajoutés à la hussarde en juillet. Macron n'aurait certainement pas le même accueil s'il venait dans les hôpitaux, les écoles pour prêcher la rigueur budgétaire alors que les

services publics utiles à la population sont déjà aux abois.

Bien que les industriels français de l'armement soient dans les cinq premiers exportateurs mondiaux, Macron leur a reproché de ne pas produire assez vite, de ne pas être vraiment entrés « *en économie de guerre* ». Ces patrons qui s'attendent à encaisser des milliards grâce aux commandes publiques n'ont pas dû trembler beaucoup en entendant ce discours.

Celui-ci avait surtout pour but de rappeler à l'opinion publique que désormais il faut se préparer à la guerre. Macron a préféré ne pas parler du sacrifice des enfants pour la patrie comme l'avait fait le chef d'état-major des armées. Mais la même logique militariste était à l'œuvre et il n'a pas manqué de se

réjouir de la prétendue volonté d'engagement de la jeunesse, en rappelant le nouveau service militaire.

« *Nous sommes prêts* », a conclu Macron à destination des militaires. Derrière la fanfaronnade habituelle, il y a tout de même une vérité : l'état-major français veut être prêt à une guerre d'envergure, « *de haute intensité* », qui dévorera les richesses produites par les travailleurs et la vie de ceux qui, croyant tomber pour la patrie, mourront pour ces industriels auxquels Macron a promis des milliards.



RN : "l'homme du peuple" et la princesse

En quittant la réception organisée au Grand Palais le 13 janvier pour les 200 ans du Figaro accompagné de Marie Caroline de Bourbon des deux Siciles, duchesse de Calabre et de Palerme, Bardella est parvenu à éclipser l'ouverture du procès en appel de Marine Le Pen.

Des responsables du RN se sont insurgés contre « l'atteinte à la vie privée » de Bardella, mais celui-ci et la fille de la famille de Bourbon n'ont pas été surpris par un paparazzi lors du petit-déjeuner : ils s'étaient joints au millier d'invités du bicentenaire du Figaro, accueillis par les battements de tambour de la garde républicaine en tenue napoléonienne coiffée d'un « ourson » (pas un ourson vivant, mais un couvre-chef de 33 cm en poil d'ours).

Celui qui aime à se présenter comme un « homme du peuple » aurait rencontré à Monaco la riche héritière, figure de la jet set et habituée des vacances d'hiver dans la station suisse de Gstaad, des réceptions dans le château familial de Saint-Tropez ou dans un hôtel particulier à quelques encablures des Champs-Élysées. Le trust familial, hébergé dans le paradis fiscal de Curaçao, abriterait une fortune de 600 millions de dollars.

Pour un peu, on en oublierait que, si le RN aspire à se lier à ce petit monde de la haute bourgeoisie, Bardella n'était pas le seul à faire des courbettes au Grand Palais. Il y côtoyait l'actuel et d'anciens présidents de la République, tels que Macron, Sarkozy et Hollande, d'anciens chefs

de gouvernement comme Bayrou, Borne, Fillon, Philippe. Il y avait aussi des ministres et des ex-ministres, comme Dati, Cazeneuve, Darmanin, Retailleau, Beaune, Péresse, des généraux en goguette comme l'ex-chef d'état-major Lecointre... tous se pressant autour d'une série de grands capitalistes : François Pinault (Kering), Xavier Niel (Free), Alexandre Bompard (Carrefour), Laurent Dassault (Dassault Aviation), sans oublier bien sûr Bernard Arnault pour LVMH.

Le RN se prétend antisystème sous prétexte « qu'on ne l'a pas essayé » au pouvoir. La bourgeoisie, elle, a commencé à le faire. Et il lui plaît de plus en plus, tout comme, semble-t-il, à la descendante des rois de Naples.

Non à la chasse aux immigrés, les seuls étrangers sont nos exploiters !

La politique nationaliste de Trump s'accompagne d'une campagne de dénigrement, d'arrestations et de violences contre les immigrés.

Après avoir interdit d'entrée sur le territoire américain les ressortissants d'un certain nombre de pays africains, Trump envisage à présent d'expulser les immigrés africains présents aux États-Unis vers l'Afrique. Certains gouvernements africains ont déjà accepté d'en recevoir, souvent dans les pires conditions, en échange du versement de quelques millions de dollars. C'est le cas de pays tels que l'Eswatini, le Rwanda ou la Guinée équatoriale.

Le nouveau dirigeant de Madagascar, le général Randrianira vient, lui aussi, de se mettre sur les rangs. À défaut de faire payer les capitalistes de son pays qui saignent la population laborieuse, il a préféré l'aumône honteuse du chef de l'impérialisme américain, peu lui importe que ces damnés de la terre africains aillent moisir pendant des années dans les prisons malgaches surpeuplées et dans un pays qu'ils ne connaissent pas.

Mais la forfaiture ne s'arrête pas aux dirigeants des pays susnommés. Un représentant de l'État français a apporté sa pierre à l'édifice en la personne de l'ancien secrétaire d'État à la Francophonie, l'actuel sénateur mahorais Thani Mohamed Soilihi, qui suggère au gouvernement Lecornu d'éloigner les demandeurs d'asile arrivés à Mayotte en les envoyant à Djibouti et Madagascar.

Face à la pourriture et à la barba-

rie qui gagne le monde capitaliste, les travailleurs doivent s'unir pour faire échec à la violence des classes bourgeoises et de leurs états, car s'il est des indésirables sur cette terre, ce ne sont certainement pas ceux qui vivent de leur travail et contribuent au bon fonctionnement de la société, mais les exploiters de tous poils, à commencer par ceux de nos propres pays !



CGT : à la remorque des partis de gauche

La direction de la confédération syndicale CGT a émis le 13 janvier un communiqué à propos des futures élections municipales. Elle y appelle à soutenir les partis de gauche, en oubliant de dénoncer leurs trahisons passées... et futures envers les intérêts des travailleurs.

Les responsables de la CGT voient dans l'union de la gauche le moyen d'améliorer le quotidien de la population dans les communes où elle serait élue et d'élever un rempart à la montée de l'extrême droite. Mais c'est faux.

Les municipalités, y compris de gauche, sont obligées de répercuter les baisses de budget qu'elles subissent sur la population laborieuse et sont impuissantes quand les entreprises ferment ou quand l'État réduit le nombre de constructions de logements. Même

avec de bonnes intentions, elles ne peuvent protéger les travailleurs des coups de la classe capitaliste.

À l'échelle nationale, la gauche a démontré que chaque fois qu'elle parvenait au pouvoir, elle menait une politique en faveur des capitalistes et donc contraire aux intérêts du monde du travail. Ces trahisons répétées sont au nombre des raisons de la montée du RN dans les milieux populaires, qui se tournent vers leurs pires ennemis avec l'idée que ceux-là « on ne les a pas essayés ».

On ne peut pas combattre ces idées en appelant à voter pour des Hollande, des Borne ou autres macronistes. On ne fera reculer l'extrême droite qu'en aidant à la remontée de la combativité et de la conscience ouvrière, et en dénonçant tous les ennemis du monde du travail. C'est-à-dire les capitalistes, qu'ils soient français ou étrangers,

mais aussi les gouvernements à leur service. Mettre tout son poids à convaincre que seules les luttes peuvent changer le sort des travailleurs, voilà de la part d'un syndicat, ce qui aiderait à combattre le poison d'extrême droite.

La CGT propose aussi d'exclure les militants qui seraient candidats sur des listes d'extrême droite. Il ne s'agit certes pas de les approuver, mais c'est une façon de renoncer au combat contre ces idées dangereuses, en le remplaçant par des mesures administratives !

Pour que les travailleurs ne choisissent pas des options politiques contraires à leurs intérêts, il serait déjà souhaitable que le syndicat lui-même mène une politique qui y soit pleinement conforme et sache le démontrer.

Pan sur le bec !

Après des mois de mobilisation et d'interventions auprès des pouvoirs publics, un groupe d'habitants du quartier de la Marine à Sainte-Suzanne a réussi à faire capoter le projet de construction de 117 logements en terrain inondable dans leur quartier.

En effet, le quartier de la Marine est sujet à inondations du fait de la

présence de plusieurs cours d'eau sur son territoire et des risques de submersion marine du fait de sa proximité avec le littoral.

Le préfet leur a finalement donné raison en refusant de donner son aval à ces nouvelles constructions.

C'est le résultat de leur détermination face à l'obstination de la direc-

tion de la municipalité qui aurait certes fait les affaires du groupe capitaliste GTOI retenu pour les construire, mais au détriment des intérêts bien compris de la population et de sa sécurité.

Oui au progrès technique... mais sous le contrôle des travailleurs !

La mécanisation, la robotisation, l'automatisation des tâches, l'utilisation de l'IA auraient dû permettre dans une société dirigée par les travailleurs de réduire la fatigue au travail, les tâches répétitives et les accidents qui en découlent.

Au lieu de cela, les travailleurs sont licenciés et privés de leur gagne pain dès qu'ils sont jugés moins rentables que les machines, ou gardés au travail, mais exposés toujours plus aux maladies musculo-squelettiques, au désintérêt dans leurs activités professionnelles, aux burn-out et aux

accidents, parfois mortels, sur leurs lieux de travail ou pendant leurs temps de déplacements professionnels.

C'est le prix que nous font payer les capitalistes pour engranger de plus en plus de profits.

Pris dans l'engrenage de l'obligation d'aller travailler, même dans les pires conditions, les salariés font avec la plupart du temps, interrompent parfois le travail pour dénoncer les cadences infernales ou la mort d'un des leurs sur un chantier où la sécurité n'était pas respectée.

Mais la vraie solution, c'est d'en finir avec cette société d'exploitation. C'est que les travailleurs prennent le pouvoir et mettent le progrès scientifique au service du bien être et de la santé de ceux qui travaillent.



Voici le communiqué que Jean Yves PAYET Candidat Lutte ouvrière - Le camp de travailleurs aux municipales de Saint Benoît a fait parvenir à la presse suite à l'interpellation des planteurs manifestants à Paris

Non à l'interpellation des agriculteurs !

À l'occasion d'une manifestation d'agriculteurs organisée par la Confédération paysanne devant le ministère de l'Agriculture à Paris mercredi 14 janvier pour interpellier le gouvernement sur leurs difficultés à vivre de leur travail, une cinquantaine de syndicalistes paysans ont été interpellés

par la police et placés en garde à vue, dont deux représentants de la CG-
PER.

Dans une société où règne la concurrence et la loi de la jungle, les agriculteurs sont victimes de la soif de profits des groupes agro-alimentaires, de la grande distribution et des

banques, quand ce n'est pas des gros agriculteurs et des grandes coopératives.

Lutte ouvrière Île de La Réunion dénonce la répression menée par le gouvernement contre ces agriculteurs et exige leur libération immédiate, sans conditions.

Mercosur : ne pas se battre contre des moulins à vent

Pour ses vœux de la nouvelle année, le président de la Chambre d'agriculture Olivier Fontaine, appelle l'ensemble des agriculteurs à se mobiliser le 27 janvier devant la préfecture et à exprimer leur «ras-le-bol» contre la complexité des démarches administratives et les normes contraignantes qui freineraient le développement de la production, ainsi que les importations « *totale­ment illégales* » venant des pays étrangers qui « *asphyxient les exploitations locales* ».

Selon Olivier Fontaine, le traité avec le Mercosur, un accord de libre échange entre l'Union Européenne et des pays d'Amérique latine, rendrait la vie des agriculteurs encore plus difficile.

À La Réunion comme en France, des syndicats agricoles sont vent debout contre le « Mercosur » qui s'il était ratifié, ferait rentrer sur le territoire européen des produits agricoles et alimentaires moins chers, sans garantie sanitaire.

Mais si les petits agriculteurs et éleveurs ont raison de s'inquiéter de l'avenir de leurs exploitations, le Mercosur a bon dos.

En effet, les difficultés que rencontrent au quotidien les agriculteurs ne seraient-elles pas davantage dues aux banques et aux assurances qui les étranglent ? Aux diktats des grands groupes agroalimentaires tels que Tereos (80%% de planteurs de cannes de l'Est de l'île sont redevenables financièrement à l'usinier), à

Lactalis ou encore le groupe Avril (marques Lesieur, Puget, Isio 4) dont Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), est également président ?

Soit dit en passant, Arnaud Rousseau, tire profit de ce système (Mercosur) qu'il dénonce, en développant des activités qui favorisent l'exportation de viande brésilienne vers l'Europe (Salus Group-Avril).

Mercosur ou pas, les petits paysans, s'ils ne veulent pas continuer à se retrouver sur la paille, devront faire rendre gorge aux capitalistes étrangers et français qui les étranglent pour augmenter leurs profits.

Canne bio : quand et pour qui ?

Olivier Fontaine souhaite poursuivre le développement et la transformation de la « canne bio » à La Réunion.

Ce projet, porté sur les fonds baptismaux en 2019 avec la création de l'association ASKABIO pilotée par la Chambre d'agriculture et la FNSEA, et financé par le groupe Carrefour France, a tout l'air d'une arlésienne.

En effet, à l'heure actuelle, à peine une vingtaine de planteurs a

adhéré à l'association (qui s'est mu­tée récemment en Groupement d'Intérêt Economique et Environnemental) et converti une partie de leurs cultures au «bio», soit environ 35 ha sur les 150 prévus. La micro-sucrerie dont le coût est estimé entre 4 et 5 millions d'euros et qui à terme devrait transformer environ 7 000 tonnes de canne bio, n'en est qu'au stade d'étude. Les incertitudes et le manque de garantie sur le prix d'achat de la canne font que les agriculteurs ne se précipitent pas sur la

canne bio. Et surtout, cette production concernerait un petit nombre d'agriculteurs, une « production de niche » selon le président de la Chambre d'agriculture.

De son côté, l'usinier Tereos a aussi lancé des études pour la production de 5 à 6000 tonnes de cannes bio. La multinational pourrait couper l'herbe sous les pieds du GIEE.

Ainsi, la bataille du bio pourrait bien être lancée.

Mais pour le profit de qui ?

Au rendez-vous des milliardaires

Du 19 au 23 janvier, comme chaque année à cette période, la ville de Davos, en Suisse, devient le rendez-vous du gratin du capitalisme mondial.

Les organisateurs de ce Forum économique mondial (WEF) attendaient cette semaine 3 000 participants venus de 130 pays, dont 1 700 dirigeants des plus grandes entreprises mondiales, et 64 chefs d'État et de gouvernement. Même si tous les capitalistes de la planète ne prennent pas la peine de se rendre à Davos, ce forum reste un des lieux où la bourgeoisie discute de ses affaires, sur le devant de la scène, mais surtout dans les coulisses, ou plutôt les salons de luxueux hôtels, loin des projecteurs. L'entrée est strictement réservée : les adhérents au WEF paient une cotisation annuelle allant

de 60 000 à 700 000 euros, tandis que les invités de la semaine déboursent de 20 000 à 30 000 euros. Cette année, Trump devait assurer le show.

À la veille de l'ouverture du forum, l'ONG Oxfam a publié son traditionnel rapport sur les inégalités dans le monde, qui illustre parfaitement le parasitisme et la rapacité de la grande bourgeoisie qui s'y rassemble. On y apprend qu'il y a désormais sur la planète 3 000 milliardaires dont la fortune cumulée a augmenté de 3 000 milliards de dollars en un an, trois fois plus vite que pendant les cinq années précédentes, pour atteindre 18 300 milliards de dollars. Les douze plus riches du monde pèsent autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité. À titre de comparaison, il suffirait de 250 milliards de dollars

par an pour éradiquer la faim dans le monde.

Cette concentration de la richesse entre les mains d'une poignée de richissimes capitalistes est le produit d'un système économique fondé sur la recherche du profit et sur la guerre de classe acharnée que mène la grande bourgeoisie contre les travailleurs à l'échelle de la planète.

Le thème choisi cette année pour cette édition de Davos est « l'esprit de dialogue ». Cela correspond à l'ambiance de ce club de rencontres pour riches. Mais pour renverser le capitalisme qui est en train de transformer la planète entière en un enfer pour des milliards d'êtres humains, il faudra un esprit de lutte et de révolution.

Et on fera alors de Davos un club de vacances populaires.

“Conseil de la paix” : comment Trump prépare la guerre

Le 17 janvier, Trump a fait savoir au monde que le Conseil de la paix, créé sous son égide pour, disait-il, régler la situation à Gaza, allait désormais s'occuper de faire régner la paix et la prospérité sur la planète entière. Sous sa direction éclairée, naturellement.

Durant sa campagne électorale, en 2024, Trump promettait de régler la question palestinienne d'un claquement de doigts et d'apporter la paix en Ukraine en 48 heures. Non seulement les tueries se poursuivent sur ces deux terrains, mais le président américain a depuis un an envoyé missiles et bombardiers au Yémen, en Syrie et en Iran, puis kidnappé le président vénézuélien. Il menace désormais de saisir le Groenland, voire le Canada. Dans tous les pays, Trump

et son administration encouragent les partis et les politiciens d'extrême droite qui se proposent d'écraser les luttes des travailleurs. Enfin, last but not least, partout dans le monde et par tous les moyens, le président favorise les affaires de ses amis milliardaires et les siennes propres, fût-ce au prix de la guerre.

Son Conseil de la paix a donc tout de la sinistre plaisanterie.

On pourrait en rester là s'il ne s'agissait que d'un caïd de bac à sable, mais ce délire mégalomane est celui du chef de l'État le plus puissant du monde, de l'agent exécutif du principal impérialisme et de la bourgeoisie la plus riche. Il a d'autres raisons.

La concurrence de plus en plus féroce entre capitalistes, dans un marc-

hé mondial qui se rétrécit, sans autre perspective que la course aux armements et les bulles spéculatives, contraint la bourgeoisie américaine à aller se servir dans la gamelle des autres. Avec son Conseil de la paix, comme par toute sa politique, Trump propose à ses seconds couteaux allemand, français, britannique, japonais, etc., d'apporter eux-mêmes le contenu de leurs gamelles au suzerain, faute de quoi il ira se servir lui-même.

Aujourd'hui, les Européens affirment vouloir faire front, mais, vu les rapports de force, il est peu probable qu'ils résistent longtemps sur le fond. Les bourgeoisies et les États européens, malgré toutes leurs déclarations et des dizaines d'années d'une union formelle, restent concurrents et

incapables de s'allier, même pour résister à la pression américaine.

Derrière les déclarations de Trump, il y a la volonté d'affirmer sa

toute-puissance, depuis l'explosion des crédits militaires jusqu'aux efforts d'embrigadement des vassaux, par exemple dans un Conseil de la

paix qui serait plus à sa main que l'ONU.

GROENLAND

De lourdes menaces

Face à la menace de Trump de prendre le contrôle du Groenland, plusieurs gouvernements européens ont monté une opération baptisée « Arctic endurance » et envoyé quelques dizaines de soldats, officiellement en reconnaissance. Leur objectif proclamé était de manifester leur solidarité avec le Danemark et démontrer la cohésion de l'Union européenne dans ces circonstances.

Les effectifs engagés, tout symboliques, représentent un aveu de faiblesse, mais pas seulement. Cette opération atteste aussi du fait que la rivalité entre l'impérialisme en chef, les États-Unis, et les impérialismes européens de seconde zone s'approfondit, et que, dans ce système, cela se joue aussi sur le terrain militaire.

Quels que soient les développe-

ments de cette crise, les États européens ne défendent pas le « droit international » face à un Trump qui serait le seul adepte de la loi du plus fort. En réalité, les dirigeants des États européens ne font que défendre la place de leur bourgeoisie dans l'arène capitaliste mondiale, dans un contexte où la concurrence s'exacerbe, réduisant les plus faibles à la portion congrue. Et aucun de ces dirigeants ne se préoccupe des intérêts et des aspirations des peuples. La population groenlandaise compte aussi peu à leurs yeux qu'aux yeux de Trump. Ainsi, le Danemark, qui a colonisé l'île inuite, a réduit ses habitants autochtones à la condition de citoyens de seconde zone. En octobre, des dizaines de femmes groenlandaises ont rappelé au

gouvernement danois que, dans les années 1960-1970, le royaume avait imposé la stérilisation forcée à des milliers de femmes.

L'État français, par la bouche de Lecornu comme par celle de Mélenchon, de Le Pen et de Roussel, s'offusque d'autant plus des prétentions de Trump sur le Groenland qu'il tient à ses possessions coloniales, de Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, en passant par les Antilles, la Polynésie, la Guyane et la Réunion. Elles lui confèrent, en effet, le deuxième plus grand espace maritime au monde et la promesse de profits renouvelés et d'affirmation impériale.

MAYOTTE

Une eau pas très transparente

Depuis le 19 janvier un procès pour corruption autour des marchés de l'eau à Mayotte se déroule devant le tribunal correctionnel de Paris.

Le principal mis en cause est l'exprésident du syndicat intercommunal des eaux de Mayotte. Avec cinq autres responsables, il est accusé d'avoir attribué à des entreprises des contrats sans mise en concurrence, dont certaines pour des travaux fictifs, et même de s'être fait offrir des voitures en échange de l'obtention de chantiers... Entre 2013 et 2017, ces combinards ont attribué pour 22,5 millions d'euros de commandes publiques, mais en les saucissonnant très souvent en lots de moins de 100 000 euros pour rester sous le seuil qui impose de recourir à une mise en

concurrence transparente.

Cet argent public n'a pas été perdu pour tout le monde à Mayotte : cinq patrons ont déjà reconnu les faits pour éviter le procès public et ont été condamnés pour recel de favoritisme, et certains pour recel de détournement de fonds publics. Six autres chefs d'entreprise sont sur le banc des prévenus. L'affairisme du patronat local est un secret de Polichinelle : le Medef national vient même de décider de radier sa section mahoraise pour manquements graves à la transparence financière...

Alors que la justice suit lentement son cours, les habitants de bien des quartiers se débattent dans des difficultés croissantes pour avoir accès à l'eau, qui est loin d'être courante en

permanence à Mayotte. Bien des politiciens locaux et nationaux ont dénoncé ce scandale mais ont préféré en attribuer la responsabilité aux pauvres d'origine comorienne ou africaine. L'État français n'a pas été en reste, lançant sa gendarmerie contre leurs habitations de fortune pour les faire déguerpir.

Cette politique raciste n'a rien changé au sous-dimensionnement du réseau de distribution d'eau potable à Mayotte, et n'a pas fait couler l'eau plus souvent qu'auparavant. Le procès met en évidence la mainmise d'un patronat avide sur les services publics, aidé par des responsables pas très regardants, tous en bonne partie comptables des difficultés quotidiennes de la population de Mayotte.

Affirmer que les travailleurs doivent diriger !

Aux élections municipales de mars 2026, Lutte ouvrière présentera des listes dans plus de 250 villes. Elles feront face à celles d'autres partis qui promettent monts et merveilles, sans jamais rien tenir, et qui veulent faire croire que le sort des classes populaires peut changer si elles votent pour le bon représentant, le bon chef.

Contrairement à eux, Lutte ouvrière tient à affirmer que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leurs forces, leur organisation et leurs luttes collectives pour changer leur sort. Et cela est possible car ils sont à la base de tout ce qui se fait dans la société : dans les entreprises, les écoles, la santé, les transports et la création des richesses empochées par les milliardaires.

Le monde du travail est le plus à même de prendre les bonnes déci-

sions politiques et économiques dans la société. Les ouvriers sur les chaînes de production, les mères de famille qui gèrent leur budget et éduquent les enfants, les employés de commerce et de banque qui voient passer les avoirs des capitalistes, les manutentionnaires qui font circuler les marchandises, tous peuvent voir ce qu'il en est de la réalité. Ils savent aussi quelle misère représentent leurs salaires par rapport à ce qu'apporte leur travail. Ils voient la réalité de l'augmentation des prix. Ils mesurent combien il faudrait créer d'emplois dans les entreprises pour que le travail devienne supportable, combien il faudrait embaucher dans les hôpitaux et les écoles. Ce savoir fait d'eux les seuls vrais spécialistes de la société, ceux qui devraient la diriger et décider.

Les travailleurs doivent se sentir dans leur bon droit en défendant leurs intérêts et en s'exprimant po-

litiquement. Les dirigeants de ce monde l'emmènent vers une guerre généralisée et Macron ne cesse de dire qu'il faudrait accepter de sacrifier la jeunesse. Et ce ne serait pas aux travailleurs de décider si, oui ou non, ils veulent leur obéir !

Dans tous les domaines, la société devrait être dirigée par ceux qui la font tourner et non par les serviteurs des quelques milliardaires qui en profitent. Les listes Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs et tous ceux qui les composent incarnent cette volonté.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

